

UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

Directeur de publication : LECLERC Patrice
Rédacteur en chef : MARKIDES Vincent
Supplément au bulletin intérieur de l'UNEF - Inform
72, rue de Clichy - 75009 PARIS - Tél : 42.81.33.11

COMMISSION PARITAIRE n° 1142 D 73

lettre du Bureau National

BONJOUR,

Pour la première fois cette année, le bureau national de l'UNEF s'adresse directement à toi.

En effet, les nombreuses atteintes à notre droit à étudier (hausse des droits d'inscription, suppression de la subvention de l'état à la Sécurité Sociale Etudiante en 1985, Amphis et TD surchargés, manque et vétusté du matériel, Projet de Loi Devaquet, etc...) nécessitent une place plus importante de chaque syndiqué pour agir sur ses propres conditions d'étude.

D'ores et déjà, beaucoup d'entre nous ont commencé à mener des actions importantes, à remporter des acquis.

C'est pourquoi le Bureau National de l'UNEF a décidé d'organiser les 29 et 30 Novembre prochains des ASSISES NATIONALES de LUTTES à Créteil (Université de Paris 12).

Parce que, comme l'ensemble des étudiants, il n'y a pas une seule attaque qui ne t'ait touché, qui ne remette en cause ton droit aux études, et qu'en te syndiquant, tu as fait le choix de réagir.

Et que plus que jamais, les potentialités de rassemblement posent à chacun d'entre nous la question de son rôle dans la lutte et la manière dont il peut la mener.

C'est donc de cela dont nous débattons aux ASSISES NATIONALES et c'est bien la participation de chaque syndiqué sur son lieu d'étude à la préparation et à la tenue de cette rencontre qui en fera un grand moment d'échanges, d'expériences, de convergences des luttes afin d'amplifier le mouvement nous ouvrant des perspectives d'actions nationales.

Rendez vous à Créteil le 29 et 30 Novembre.

Amicalement.

Pour le Bureau National:

Patrice LECLERC
Président de l'UNEF

Laurence LEGER
Orléans

★ Créteil - 600 étudiants débrayent avec l'AGEP 94-UNEF et obtiennent le dédoublement d'un amphi.

★ Marseille - A l'appel de l'AGEM-UNEF, les étudiants sont en grève le 28 Octobre.

★ Saint-Etienne - En Sciences, avec l'UNEF et les Elus Solidarité Etudiante, les étudiants luttent pour le droit de conserver leurs notes de T.P l'année suivante s'ils redoublent.

★ UEREPS - Tous les étudiants en EPS se mobilisent pour obtenir plus de postes au CAPES.

★ Villetaneuse - Les étudiants salariés en Psycho et en Lettres luttent pour l'amélioration de leur conditions d'études. Ils gagnent des polys.

★ Nice - Une journée de grève contre les hausses à l'appel de l'UNEF

★ Toulouse - Les étudiants d'AES luttent pour que la fac paie les polys. Ils exigent le dédoublement de l'amphi.

★ Montpellier - Une soirée de solidarité pour le Chili est organisée par l'UNEF.

★ Limoges - Les étudiants avec l'AGEL-UNEF manifestent contre le Projet de Loi Devaquet. Plus de 1000 étudiants dans les rues.

★ Nancy - Avec l'AGEN-UNEF, 1000 étudiants manifestent contre le Projet de Loi Devaquet.

★ Orléans - Les étudiants de 2^e année d'histoire font obstacle aux Numéris Clausus en obtenant une heure de TD supplémentaire.

Tu as à ta disposition des autocollants sur deux thèmes différents:

* "De la maternelle à l'Université, des moyens pour l'enseignement public"

* Mensualisation, maintien et revalorisation des bourses.

Une carte pétition sur le réinvestissement de l'Etat dans notre Sécurité Sociale.

AUTANT D'OUTILS POUR LES LUTTES, POUR COLLECTER

Tu peux te procurer tout ce matériel auprès de ton A.G.E.

COMMISSIONS - COMMISSIONS - COMMISSIONS - COMMISSIONS - COMMISSIONS

Comme tu le vois, avec l'UNEF des étudiants se mobilisent, refusent de baisser la tête. Les 29 et 30 Novembre aux Assises Nationales, nous pourrions échanger toutes nos expériences et dégager ensemble les possibilités d'aller plus loin pour faire reculer le Projet de Loi Devaquet et avancer nos propositions, syndiquer de plus en plus d'étudiants pour imposer d'autres choix à l'Université. Nous pourrions entre autre le faire en participant aux travaux des diverses commissions.

COMMISSION AIDE SOCIALE

Pour réussir nos études, nous avons besoin d'une véritable aide sociale: des bourses mensualisées, revalorisées, une réelle protection sociale de nouvelles cités. U, des moyens pour animer nos facs, nos campus, etc... Déjà, nous faisons signer des centaines de pétitions pour le réengagement de l'état dans notre Sécu et faisons remplir de plus en plus de demandes d'exonération. Pour faire obstacle à la casse de l'aide sociale, rassemblons et organisons les étudiants sur chaque problème et gagnons l'organisation des élections aux CROUS. Si tu es boursier, gagne sur tes revendications, viens aux assises pour revenir plus fort sur ta fac.

COMMISSION FINANCEMENT DE L'UNIVERSITE

A Créteil, on gagne le dédoublement d'un amphi, à Saint Etienne la construction d'une fac de médecine. Dans le même temps à Villetaneuse, le président d'Université propose d'utiliser l'augmentation des droits d'inscription pour financer les notes de téléphone exorbitante. C'est bien la question incontournable de l'engagement de l'état dans l'université qui est posée. Gagner de nouveaux moyens pour nos formations, c'est attaquer de front et par la même déraciner le projet de Loi Devaquet.

COMMISSION PROJET DE LOI DEVAQUET

Désengagement de l'Etat de l'Université, une université d'élite, éclatée: cette rentrée en est déjà un avant gout et dans certaines facs les directions l'appliquent avant même le vote du projet. Mieux le connaître pour mieux le déraciner, on en discutera le 29 et 30. Avec l'expérience et l'analyse des autres syndiqués ce sera pour toi le moyen d'être mieux à même d'agir sur cette question dans ton amphi.

COMMISSION FORMATION

Nos formations ne conviennent ni à nos aspirations, ni aux besoins de développement du pays. Quelque soit ta filière, pour gagner un nouveau contenu, viens aux assises nationales pour que dans ton année tu puisses faire avancer tes revendications.

COMMISSION ELUS ET DEMOCRATIE

Nous faire taire, que les étudiants ne s'expriment pas, que nos élus Solidarité Etudiante qui sont souvent le moteur des luttes soient de moins en moins nombreux, voilà ce que les directions d'universités et le gouvernement tentent d'imposer. Tu es élu, tu souhaites être candidat, tu es délégué de TD, avec les assises nationales donne toi les moyens d'être porteur des revendications des étudiants de ton amphi.

DEROULEMENT DES ASSISES

● SAMEDI 29 NOVEMBRE

- * Accueil des délégués
- * Séance plénière:
 - Tour d'horizon des luttes.
 - Débat.
- * Réunion des trésoriers et des secrétaires à l'orga.
- * Soirée sympa.

● DIMANCHE 30 NOVEMBRE

- * Travail en commission:
 - Aide sociale
 - Financement des Universités.
 - Formation
 - Elus et démocratie
 - Le Projet de Loi Devaquet.

(Matin et Après midi)
- * 12H: Forum IUT, EPS, Médecine
- * Bilan des commissions (Fin d'après midi)



AGIR POUR NOTRE AVENIR

Contre le Projet de Loi Devaquet
Pour le réinvestissement de
l'état dans nos formations.

JE PARTICIPE AUX ASSISES NATIONALES

- Nom:.....
- Prénom:.....
- Adresse:.....
-
- Fac et UFR:.....

JE PARTICIPE FINANCIEREMENT A LA TENUE DES ASSISES

Je verse: 20Frs 50Frs
 100Frs

AGIR POUR NOTRE AVENIR

Tel est le thème des Assises Nationales des luttes des 29 et 30 Novembre.

Aujourd'hui, dans nos facs, à l'initiative de l'UNEF, des étudiants syndiqués, la mobilisation grandit. Des luttes se mènent dans les T.D, les Amphis, dans les UFR. Toutes ces luttes doivent s'amplifier et converger. Une puissante coordination nationale doit prendre corps: c'est l'objectif des Assises Nationales des Luttes. Cela nécessite de mettre les moyens à la hauteur de cet événement pour assurer une totale réussite, ce qui va engager des dépenses importantes liées à l'organisation et la tenue de ces Assises pour lesquelles nous nous sommes fixés la participation de 500 syndiqués à Paris. C'est donc tout naturellement que chaque adhérent, acteur d'une lutte dans sa fac, va collecter dès Lundi auprès des étudiants pour financer son mandat et aider au financement des mandats des autres délégués.

Dans chaque formation, on a besoin d'aller plus loin dans l'action et l'organisation des étudiants pour nos études, notre avenir. La collecte de chaque syndiqué auprès des étudiants, des enseignants, des anciens, de sa famille muni de la carte de collecte pour les assises s'avère déterminante.

Du nombre et de la diversité des syndiqués présents, dépendent la réussite de ces Assises Nationales.

Axier AKNINE
Trésorier Administrateur.

Sentiment de la Province → l'U.id « luttes ».

En Province, on met le préalable à l'Unité.

Reunes Comité de Grève constitué.

Reunes Elections UFR { UNEF 2s.
U.id 5s.
Draite 4s. } (Comités de Greves (U.id dedans)
les copains font des adhérents.)

Les Assises Nationales des Luttes (Développent des luttes.
→ la période, elles prennent encore
+ d'ampleur.)

Analyse du mut → Doit être positive malgré ts les freins
D'abord, il y a mut. C'est une chance.

↑ si ds la réalité, l'U.id l'éprouve ds les A.G. et
successives où on fait le point sur la loi si chaque fois,
les fois en greve (seul pt où on voit les choses progresser),
les médias, sans perspectives concrètes.

→ Pour l'UNEF → Empêcher que le mut capote.

Nécessité d'être ds le mut, ds le Comité de
greve. Faire avancer les choses. Syndiquer.

Ce qui manque le + aux étud. : les Perspectives immédiates.

Travailler bep avec les adhérents.

La mobilisation doit permettre le renforcement et la
structuration de nos organes.

- Réunir nos adhérents (faire le pt sur les Interv. / les adhésions etc...)
- Exprimer les vues du syndicat (Tract qui fait le pt chaque jour.)

Ds ce cadre, se posent les Assises Nationales des Luttes.

Gagner sur les suivis du B.N. en Province.

Sur l'U.id Parteilope médiatique sur le lundi à 8 h.

2 dangers devant l'U.id → L'affrontement ou la fuite pour
laisser mourir le mut.

↳ Unité pour être + fort ou bien pour
foutre la merde.

Fred G. Que des facts se lèvent comme ça, alors qu'on n'a pas réussi à les faire bouger avant, cela pose des questions.

P.V. On a entretenu un climat de la lutte depuis le début de l'année. On n'a pas poussé nos actions jusqu'au bout.

- Plan de Travail
- Elaborer le 4 pages parisiens.
 - Manifestation de la FEN demain.

Constitution du Comité de Tête

Rigueur ds la tenue p Slogans / Collectes
| RDV à tte notre orga de Province présente, ds la camionnette.

- P.L. / Dominique
- Collet L. / S.G. /
- Corinne H. /
- Comité de Tête

→ Réunion du B.N. après la manif
Sur les Assises / Sur la Circulaire

UNEF-Inform → Analyse de la situation
Orga
Unité
p Être à l'oeuvre
Perspectives
Les Assises

Echo des luttes

Commissions

Sur le mouvement

1° Questions de détermination. dans l'U. id.

2° Le travail qu'on a fait leur a servi.

3° On a le souci avant tt de construire c'est l'enjeu de la situation. Alors que l'U. id n'a pas se servi.

4° Les copains de l'UNEF eux ne croyait pas en la mobilisation.

5° Réflexe aut. droite des Etudiants.

Secrétariat

28/11/1986

Les CADRES du B.N.

P. Danguerre (Nancy)

F. Genevée (Lautréau. Sarb.)

C. Jouveau (Tolbiac)

→ Pdt de St. Etienne (P. Gaspard)

→ Pdt du Mans (J.F. Courtille)

Election de Janu Marin au Secrétariat.

Qui part → Serge Gaysot / Cadore / Cecci / Chapeira
Chedotal

Sec. Transitaire

Pdt / X.A. - S.EI / ? - T. Adm. / ? NS + Vη
Janu Marin + L. Léger.

ASSISES

NATIONALES

CONCLUSION DES ASSISES NATIONALES DES LUTTES

LES 29 et 30 NOVEMBRE 1986 à CRETEIL

On peut le dire, la tenue de ces assises ayant réuni plusieurs centaines de syndiqués de toutes les universités de France, tombait à pic pour faire le point tous ensemble de l'état de mobilisation des étudiants, pour les faire gagner sur leurs revendications, pour la construction d'une autre université de qualité, ouverte à tous, répondant à nos aspirations.

En effet, quel meilleur climat pour le développement des luttes à l'université que celui existant actuellement dans les facultés avec les assemblées générales archicomblées, les commissions de réflexion par formation, les manifestations puissantes et massives qui ont eu lieu partout ces jours-ci ?

Les étudiants sont clairs et déterminés : ils exigent le retrait total immédiat du projet Devaquet. La sélection par le fric, on n'en veut pas. La soumission de l'université aux lois du marché, non merci !

Chaque syndiqué doit prendre toute sa place dans ce combat acharné pour le retrait de ce projet rétrograde. Dans le même temps, faisons grandir la mobilisation étudiante pour qu'elle soit à l'origine de multiples acquis pour nos études, notre formation, dans chaque faculté.

Toute pré-application locale du projet Devaquet doit être combattue. C'est ainsi que l'efficacité de chaque syndiqué sera réellement perçue par les étudiants et que nous ferons vraiment aboutir nos revendications. C'est dans ce cadre là que nous appelons massivement à la manifestation nationale du 4 décembre 1986 à Paris. Tous dans la rue, nous pouvons faire céder Devaquet.

Cela exige de chaque adhérent, une participation plus active, un engagement plus grand dans le mouvement étudiant qui doit appartenir strictement aux étudiants.

Renforçons l'unité et la cohésion du mouvement en lui donnant, en tant que syndiqués, toute son efficacité et en y prenant toute notre place pour le faire triompher.

Il y va de nos études, de notre vie d'étudiant et de notre avenir.

AKNINE Xavier

ASSISES NATIONALES DE LUTTE - UNEF

29 et 30 NOVEMBRE 1986.

Chers camarades,

On peut le prendre par tous les bouts et tous les endroits; de Paris à la province, de Lille à Marseille, de la fac de droit à la fac de sciences en passant par les UFR médicales, ce qui en impose à tous, c'est sa force, sa richesse et sa puissance. A cet égard, le succès des manifestations lycéennes et étudiantes dans chaque ville universitaire est pleinement significatif :

A Rennes, on comptait 20 à 30.000 étudiants et lycéens dans la rue; à Toulouse 30.000; à Tours 10.000; à Cherbourg 3.500; à Montpellier 20.000; à Reims 10.000; à Nantes 15.000; à Lyon 40.000; au Mans 7.000; à Grenoble 20.000; à Quimper 7.000; à Orléans 5.000; à Pau on est arrivé à un taux de 80 % d'étudiants en grève; à Paris 300.000.

De partout le mouvement est énorme : la presse parle de raz-de-marée étudiante, de marée jeune. Partout, les préfetures se ridiculisent en annonçant des chiffres dix fois, vingt fois en-deçà de la réalité.

Il en est de même de la force des banderoles et des slogans qui ont tous un objectif clair, puissant : abattre le projet de loi Devaquet et la sélection par le fric.

Jeudi dernier, des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants étaient là pour manifester. Il faut remonter bien loin dans l'histoire pour retrouver autant de jeunes manifester leur colère. Il y a bien longtemps que l'assemblée nationale n'avait pas été assaillie de lycéens et d'étudiants comme jeudi.

Des dizaines et des dizaines de recteurs ont du avoir des sueurs froides face aux milliers d'étudiants et de lycéens venus manifester jusqu'à leur porte.

Il n'y a guère de classe de lycée ou d'amphithéâtre de faculté qui soit épargné par ce phénomène massif.

Les proviseurs peuvent bien annoncer des sanctions contre les élèves en grève, les cortèges lycéens étaient tous au rendez-vous de l'action, aux côtés des étudiants pour manifester dans chaque ville universitaire.

QUEL SOUFFLE DE VIE ON A PRIS EN QUELQUES JOURS !

Ça bouge à l'université, ça bouge dans les lycées. Nos assises nationales des luttes tombent à pic, juste au bon moment. Ça va être pour nous un moment formidable pour analyser la situation, ouvrir des perspectives au mouvement étudiant, lui permettre de gagner, de se renforcer.

Ce mouvement est massif, c'est un mouvement important qui, tant sur le nombre d'étudiants et de lycéens qu'il rassemble que sur le contenu, est riche en potentialités. Si le mot d'ordre "tous unis contre Devaquet" est souvent mis en avant, la colère des étudiants, leur raison de se rassembler pour manifester reposent sur le ras le bol, le refus de nos mauvaises conditions de vie et d'études, le refus d'éclatement de l'université, de l'incertitude face à l'avenir.

Toute une campagne est orchestrée par le gouvernement pour discréditer le mouvement, en rabaisser la portée. Il paraît "que nous avons mal lu le projet de loi, que nous sommes intoxiqués", en bref, que nous nous sommes montés le bourrichon !

Non monsieur le ministre, notre inquiétude, notre refus catégorique face à vos projets sont fondés. On a bien raison d'être mécontents quand les droits d'inscription augmentent de 400 % en 5 ans.

Comment ne pas se révolter quand on empêche les étudiants étrangers de s'inscrire à l'université ? Le summum est atteint à Brest où au bout d'une dizaine d'années, le gouvernement s'aperçoit qu'il y a un arsenal militaire et hurle à l'espionnage. On a bien raison d'aspirer à une bonne formation quand on nous propose comme seul avenir, la précarité, le chômage, la déqualification.

N'avons-nous pas raison de lutter lorsque entre 1975 et 1983 le montant moyen de l'aide par boursier est passé de 3.350 à 2.470 Frs en francs constants ?

.../...

N'avons-nous pas raison de lutter contre la dégradation de nos conditions de vie et d'études. Entre 1973 et 1982, la part des étudiants à l'université exerçant une activité salariée est passée de 50 à 60 %. Et malheureusement, ce n'est pas le reflet de l'ouverture de l'université à la formation continue, mais bien des petits boulots pour payer les études. Conséquences, dans le même temps, le temps de travail moyen librement consacré aux études est passé de 23,5 à 12,7 heures par semaine.

Pourquoi accepterions-nous cette sélection par le fric, cette loi des gagners où des "Tarzan-Tapie" volent d'entreprise en entreprise ? La société serait-elle régie par une loi naturelle où seuls quelques heureux élus s'en sortiraient, dirigeraient une masse de pauvres hères ignorants, sans capacité ?

Non, l'université de la formation, de la qualité, c'est l'université du plus grand nombre, dans la diversité des acquis scolaires et sociaux, c'est l'université de la réussite.

Ce sont bien toutes ces questions de fond qui jaillissent aujourd'hui dans ces cortèges étudiants et lycéens. Au-delà du légitime et juste refus du projet de loi Devaquet, c'est bien une remise en cause de l'université de la sélection, de la concurrence, de la privatisation que chaque étudiant exprime.

Voyez les slogans scandés, les banderoles dans les manifestations d'Ajaccio à Lille, de Brest à Strasbourg. Partout un dénominateur commun : la remise en cause de la loi du fric, du désengagement de l'Etat :

- "Coca, IBM, Tapie, non merci, la fac n'est pas à vendre !"
- "Loi Devaquet, loi du porte monnaie"
- "Les études ne sont pas des valeurs boursières"
- "Echange place à Paris I contre l'action Saint Gobain"

Partout le refus de l'élitisme est posé avec force :

- "SOS élitisme"
- "Non aux facs pour riches, non aux facs pour pauvres"
- "Droit aux études pour tous".

L'action des étudiants est riche en revendications. Si elle est partie sur un seul thème exprimé ("non au projet de loi Devaquet"), elle ne s'y est pas cantonné. En deux semaines de luttes, le débat a énormément progressé, il n'en est pas resté au seul refrain : "Devaquet, si tu savais, ta réforme où on s'la met."

Non, messieurs Chirac et Monory, le mouvement ne porte pas sur une confusion dans la lecture du texte. Il repose bel et bien sur une remise en cause de l'université que nous connaissons, le refus de celle que vous nous proposez, de l'avenir incertain que vous voulez nous imposer. Ce mouvement est donc profondément juste, l'UNEF s'y retrouve pleinement, nous y retrouvons aussi le fruit de notre travail syndical quotidien, de débats, d'actions et de luttes.

Il n'est donc pas question pour nous de rabaisser le niveau des luttes, de revendications, bien au contraire. Il n'est pas question d'accepter de relecture du projet, d'amendement, de déplacement de barrière de sélection.

**NOUS EXIGEONS LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET DE LOI
A UN MILLION DANS LA RUE ET LES FACS, NOUS EN AVONS LA FORCE.**

Un million d'étudiants et de lycéens dans l'action, c'est beaucoup, c'est l'historique. Les bases du mécontentement, la qualité des revendications décèlent toutes les potentialités sur lesquelles nous devons nous appuyer pour aider à l'efficacité du mouvement, pour gagner.

Ce mouvement qui se développe appartient bel et bien aux étudiants, à tous les étudiants. Et c'est bien ! Le refus massif de la récupération et la volonté d'être maître de son action, sont des volontés saines, très saines, que nous ne pouvons que soutenir et encourager. C'est à chaque étudiant de parler, de décider, d'agir; c'est bien notre démarche, c'est bien cela qu'il faut développer.

.../...

C'est bien la condition pour changer l'université, notre conception de l'action, de la vie démocratique à l'université. C'est bien une des conditions pour que le mouvement s'amplifie, soit durable.

Le gouvernement a voulu parier la carte de la récupération pour stopper le mouvement. Il a fait choux blancs, les étudiants réaffirment leur indépendance. Leur union : c'est la volonté commune de réussir ses études et son avenir, c'est la perception que le seul moyen d'y arriver c'est de lutter et pour lutter, il faut se rassembler.

Certains voudraient canaliser, récupérer le mouvement à des fins politiciennes en le cantonnant à un simple affrontement à Devaquet, en rabaisant les revendications. Là encore, ils perdent, le mouvement est très profond, progresse très rapidement dans la réflexion. Pour preuve, les étudiants bataillent, exigent de plus en plus, comme nous le proposons, de dépasser les assemblées générales pour créer des commissions de réflexion, de propositions, des assemblées d'UFR, pour mener des luttes sur toutes les questions. Ils refusent cet avenir inhumain, cette conception de la société qui prône leur avilissement.

Le gouvernement, aidé par l'UNEFID, veut cristalliser le débat sur le texte, sur des modifications à y apporter.

ET BIEN NOUS DISONS NON !

Non, messieurs Devaquet et Darriulat, nous ne tomberons pas dans les manoeuvres. Les étudiants se sont prononcés, c'est dans ce sens que nous lutterons : ni amendements, ni simple report du projet, nous exigeons le retrait du projet de loi.

Nous ne laisserons pas détourner les aspirations des étudiants, ni par les médias, ni par quiconque. Nous ne récupérerons pas le mouvement. Aux étudiants de récupérer nos revendications, notre expérience, c'est notre honnêteté, notre détermination, notre efficacité qui trancheront.

Nous sommes engagés dans le mouvement et nous engageons à lui donner toute son efficacité. Aujourd'hui les étudiants font l'expérience de la lutte de mouvement de masse, ils doivent faire l'expérience de luttes qui gagnent, obtenir des acquis à tous les niveaux.

La peur du lendemain, l'inquiétude et l'anxiété face à l'avenir : c'est dans cet état d'esprit que les étudiants, les lycéens, les jeunes en général se sont mis à bouger massivement et avec force depuis deux semaines.

Et comment expliquer l'explosion de ce mécontentement profond des jeunes si ce n'est par la gravité de la situation et des conditions de vie qui leurs sont faites ?

Etre jeune en 1986, c'est aborder le long tunnel noir de l'avenir qui paraît bien bouché et sans perspective : des TUC de Fabius aux petits boulots de Seguin, en passant par la dévalorisation des diplômes on se voit réduit à devenir des êtres précaires, que ce soit dans leurs études, leur emploi ou leur devenir.

Et à écouter les déclarations des Chirac-Pasqua et Pandraud, les jeunes n'ont à compter que sur eux-mêmes, se réfugier dans l'individualisme, voire se battre entre eux pour s'en sortir. On veut façonner aux jeunes l'esprit de gagnants qui écraseraient les autres, qui se hisseraient par leur audace, leur tenacité féroce, leur rage de vaincre au-dessus du système de la débrouillardise, de cette jungle à laquelle on veut cantonner la jeunesse. Dans le même temps, on fait subir aux jeunes toutes les défaites, toutes les désillusions et tous les déshonneurs.

Etre jeunes en 1986, c'est d'abord être suspect, voire coupable, surtout si l'on est noir ou basané, mal fringué ou mal rasé, encore plus si l'on affirme sa volonté de vivre mieux, égaux, avec de réelles perspectives, pour un avenir digne de ce nom. Et pour peu qu'un jeune aille jusqu'à lutter et s'organiser, il deviendra coupable. Les exécuteurs de la politique sécuritaire de messieurs Pasqua et Pandraud l'interpelleront, le menaceront, le passeront même à tabac dans les fins fonds du commissariat et gare à la prochaine fois qu'un jeune ne daigne broncher, que ce soit pour combattre le racisme, l'apartheid ou tout autre système d'oppression aussi anachronique qu'il puisse être. C'est comme cela qu'on en arrive aux balles dans le dos, aux abus de cette politique répressive qui s'est renforcée depuis l'été dernier, même si les médias ont fait passer tout cela pour des bavures.

.../ ...

Pourtant, tout le monde s'accorde à reconnaître que les jeunes constituent un enjeu pour le pays, pour l'avenir. Chacun en appelle à la formation pour conduire chaque jeune à un travail qualifié et épanouissant. Mais qu'ont fait les gouvernements pour aller dans ce sens ?

Jugeons sur pièce : alors qu'un formidable espoir de démocratisation de l'enseignement supérieur était soulevé avec la loi Savary, que de multiples déclarations prometteuses comme celles de parvenir à 80 % de jeunes d'une tranche d'âge au baccalauréat ou d'offrir une formation professionnelle à chaque jeune (on se souvient de l'immense publicité faite pour le train forum de l'école), ce qui a été imposé aux lycéens, aux étudiants, c'est l'aggravation de la sélection sociale tout d'abord avec la baisse de 13 à 8 % du nombre d'enfants d'ouvriers et d'employés à l'université, favorisée par la hausse des droits d'inscription ininterrompue depuis 1981. C'est la sélection arbitraire dès le lycée par la remise en cause du bac comme le premier diplôme universitaire permettant d'accéder au premier cycle universitaire de son choix.

On a commencé par l'obligation pour chaque lycéen de terminale de choisir au mois d'avril une liste de dix formations universitaires dans l'ordre préférentiel pour commencer à filtrer les bacheliers à l'entrée de la fac. Très vite on en est arrivé à la limitation des capacités d'accueil de chaque université au nom du manque de moyens, de l'exiguïté des locaux et c'est la sélection qui est clairement annoncée et organisée par de nombreuses universités qui instaurent des numéris clausus à l'entrée de multiples formations.

Dans le même temps, au nom de "l'élitisme républicain", on instaurait des filières d'élite à l'entrée des seconds cycles, par l'alibi de la formation et des débouchés mais surtout pour 30 à 80 étudiants par filière et en vue de répondre aux exigences du patronat de dégager quelques diplômés d'une formation hyper spécialisée pour rentabiliser des créneaux très restreints.

Ah ! bien sûr cette élite là avait droit à une formation de la meilleure qualité possible dans leurs créneaux, mais en subtilisant l'essentiel des moyens de l'université pour laisser les filières classiques générales qui rassemblent la grande majorité des étudiants dans le vivotement, sans moyens, avec une formation au rabais sans autre perspective que les TUC, la précarité de l'emploi ou l'ANPE.

Tout cela s'est fait avec un désengagement important et continu de l'Etat dans l'enseignement public et les formations. C'est l'alibi budgétaire qui sert de prétexte pour sélectionner. Ça n'est pas en écrémant les étudiants qu'on les forme.

C'est cette politique là qui a conduit le précédent gouvernement à renoncer aux objectifs de la loi Savary, cédant par là-même à la pression des mandarins et de toutes les forces rétrogrades de l'université et dans le pays. C'est tout cela qui a permis à la loi Devaquet de voir le jour pour institutionnaliser la sélection à tous les niveaux, pour enfoncer des coins à la démocratie, pour instaurer une autonomie concurrentielle entre les universités soumises aux critères de rentabilité, aux exigences du patronat. C'est ainsi qu'on en arrive aux facs d'élite, aux facs quatre étoiles et aux facs poubelles.

Rien d'étonnant, à force d'être attaquée de toutes parts que la marmite explose. Nous ne voulons pas être les cadres, ingénieurs, techniciens, intellectuels valets de quelques décideurs, nous voulons un présent et un avenir riche, dans une société, une université où nous pouvons prendre toute notre place, donner notre avis.

Le mouvement étudiant et lycéen que nous vivons aujourd'hui est donc une réponse directe des jeunes face aux problèmes et difficultés qui les assaillent. Les étudiants et lycéens refusent cette attaque d'ampleur que constituent les projets de messieurs Devaquet et Monory et par là même luttent pour changer leurs conditions de vie et d'études.

La base même de notre orientation correspond aux aspirations des étudiants. C'est en ce sens que notre syndicat se place sans réserve dans ce mouvement. De plus, le fait que l'UNEF soit entièrement dans la lutte est une véritable base d'efficacité. Nous en faisons le constat tout à l'heure, pour beaucoup d'étudiants, c'est la première fois qu'ils mènent une lutte, une bataille sur leur université. L'expérience et la réflexion de notre syndicat peuvent permettre de lever les freins que la plupart des mouvements spontanés rencontrent.

.../...

On le voit souvent en assemblée générale, le manque de perspectives entraîne la plupart du temps un appauvrissement du débat. Par nos propositions, nous pouvons donner de nouvelles perspectives aux étudiants et faire que ce mouvement aille encore plus loin. C'est pour cette raison que l'UNEF doit prendre toute sa place dans les assemblées générales, parmi les étudiants, dans les manifestations et qu'elle doit s'y exprimer en tant que tel. Ce qui fait la richesse de ce mouvement, c'est que chacun s'y reconnaisse, mais aussi que chacun puisse s'y exprimer. Ce qu'il faut pour nourrir et développer les luttes, c'est un véritable débat, une véritable confrontation d'idées. La base même de cela : la pluralité d'expression. Or, aujourd'hui, nous sommes les seuls à mettre en avant et désirer cette diversité. Car, à la fois les étudiants défendent cette démocratie (on voit parfois des étudiants d'accord avec le projet de loi Devaquet venir s'exprimer en assemblée générale) et dans le même temps, ils rencontrent des difficultés pour la mettre en pratique.

Pour permettre cette diversité et approfondissement des débats, de l'expression des étudiants, l'UNEF doit être présente et s'exprimer à tous les niveaux, dans toutes les formes du mouvement étudiant, dans l'amphithéâtre, dans les TD, aux comités de grève ou à la coordination nationale.

Quelle meilleure démonstration pouvions-nous souhaiter pour montrer l'adéquation totale de nos propositions aux préoccupations des étudiants ? Le "syndicalisme au coeur des études" dont nous avons besoin n'est-il pas en liaison directe avec les problèmes que soulèvent aujourd'hui les étudiants ? Dans toutes les manifestations, parallèlement à l'exigence du retrait d'un projet néfaste à tous, on constatait une grande ardeur à défendre sa propre filière, sa propre formation. Quoi de plus naturel ?

La volonté de chaque étudiant de réussir, d'avoir une réelle formation préparant un avenir digne de ce nom, est le dénominateur commun à l'expression de toutes ces luttes. Partout où les comités de grève s'organisent par UFR, par formation, les étudiants abordent des questions de fond les touchant particulièrement. Partout où les étudiants discutent de leur formation, de leurs revendications, l'UNEF obtient un écho considérable par ses propositions. Les comités de grève par UFR, chose qui n'était vraiment pas acquise au départ se répandent de plus en plus et se font de plus en plus exigeants par rapport à leurs objectifs. A nous de leur permettre d'aboutir réellement en leur en fournissant les moyens.

Une des questions auxquelles est confronté le mouvement étudiant dans ces périodes de mobilisation intense, est belle et bien celle de sa pérennité. Comment le mouvement continue à vivre, comment la force que constituent les étudiants continue à s'exprimer en dehors de la grève et de la manifestation. C'est la question de l'organisation et donc du syndicat qui se trouve posée avec force.

Les étudiants sont-ils condamnés à faire exploser leur mécontentement de temps à autre, ou sommes-nous capables de construire un mouvement étudiant durable, revendicatif, qui gagne ?

Ce qui se passe aujourd'hui dans les universités relève d'une volonté massive d'en finir avec les difficultés grandissantes que nous rencontrons pour poursuivre nos études. Ce n'est pas un simple mouvement de contestation d'une loi, mais bien quelque chose de plus profond, mais ceci est-il venu tout seul ?

Depuis maintenant un an et demi, l'UNEF développe une orientation très revendicative, fondée entre autre sur l'action et la participation de tous au coeur des études.

La manifestation du 3 mai 1985 "on n'est pas des pigeons" qui avait permis de faire reculer le gouvernement sur les décrets Joxe et Massot, les nombreuses manifestations du début d'année l'an passé, notamment à Rennes et à Orléans. Tous les efforts basés sur l'information massive avec l'édition d'un campus sur la remise en cause du droit aux études et le dernier sur la situation de cette rentrée, sans parler des campagnes d'affiches de la sécurité sociale ou de la défense du droit aux études.

Tout cela a fait progresser le niveau de conscience des étudiants et permis que des questions importantes se posent.

Dans le même temps, le développement des luttes a prouvé à des milliers d'étudiants que gagner c'était possible.

Les 30.000 qui ont manifesté au printemps dernier pour la non libération des droits d'inscription et qui ont gagné, les 2.000 bacheliers parisiens qui ont lutté pour leur inscription et qui ont gagné, les 400 étudiants de première année d'AES de Créteil qui luttent et obtiennent le dédoublement de l'amphithéâtre et tous ceux qui gagnent depuis des mois avec leur syndicat, tous ceux-là ne se posent pas la question de savoir si gagner est possible. Ils en ont fait l'expérience. .../...

Tous ces éléments ont été autant de détonateurs qui permettent au mouvement qui se développe aujourd'hui d'être bien ancré au coeur des études et c'est pour cela que l'UNEF s'y retrouve pleinement.

Nous avons une très large part dans ce qui a permis au mouvement de s'amplifier; permettons-leur d'aboutir en mettant en place jusqu'au bout notre orientation, "le syndicalisme au coeur des études."

Suite aux grèves et manifestations, Chirac a demandé à Monory et Devaquet de réécrire leur projet de loi pour que celui-ci soit plus clair, plus compréhensible. Ceci me rappelle une pancarte d'une étudiante de Paris XIII lors de la manifestation du 27, sur laquelle Devaquet disait "vous n'avez rien compris" mais qui pensait "vous avez très bien compris."

Le retrait momentané du texte de l'assemblée est une première victoire des étudiants et des lycéens de France et nous nous en félicitons. **Mais maintenant qu'allons-nous faire ?**

Attendre qu'un autre projet nous soit pondu ou bien permettre aux étudiants mobilisés de continuer l'action et de gagner dans chacune de nos facultés des tas d'acquis qui empêcheront qu'un texte aussi abject nous soit proposé d'ici deux mois ?

Durant les dizaines de milliers de discussions individuelles que nous avons pu avoir, nous avons constaté combien les préoccupations des étudiants étaient multiples et variées. Des tas de réflexions, d'idées émergent du débat. Ce n'est vraiment pas le moment que tout le monde rentre chez soi bien tranquille, mais au contraire que nous permettions à tous de poursuivre la lutte, en gagnant au quotidien, de poursuivre le grand débat sur quelle université nous voulons aujourd'hui pour des études ouvertes à tous, qualifiées et qualifiantes, nous préparant à un métier.

Les luttes doivent se poursuivre et se diversifier. Pour cela une nécessité, organiser les étudiants, syndiquer en masse à l'UNEF, continuer l'action sur toutes les questions.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation où en peu de temps des milliers d'étudiants ont fait l'expérience de la lutte, des tas de tabous sur l'action sont tombés en quelques jours. Des questions profondes sur les perspectives se posent, nous pouvons y répondre avec force.

Combien d'étudiants sont maintenant sensibles à la question de l'organisation alors qu'ils n'en voyaient pas l'utilité, il y a à peine une ou deux semaines ? Combien sont aujourd'hui préoccupés par la suite à donner à leur engagement ? Au total plusieurs centaines de milliers.

Lorsque l'on se bat avec autant de force et de détermination comme le font les étudiants de notre pays, ce n'est pas pour voir la lutte aboutir dans une impasse mais bien pour gagner, gagner pour sa formation, gagner pour son avenir.

Depuis le début de l'année, nous réalisons beaucoup d'adhésions, des adhésions de luttes pour la plupart. Réfléchissons au potentiel que cela représente pour l'Union Nationale des Etudiants de France.

Permettons-leurs à chacun d'entre eux de jouer pleinement leur rôle de syndiqué dans leur amphithéâtre, au coeur de leurs études. Et jouer pleinement son rôle de syndiqué, c'est être capable de rassembler et de faire agir les étudiants de son amphithéâtre. Pour cela, toute l'organisation doit vivre à plein rendement et ceci plus que jamais dans cette période.

Des courriers qui font le point, des panneaux syndicaux recteurs de l'information, des réunions d'association où chacun se met au niveau, discute, tout cela est nécessaire. Il ne faut pas relâcher tout ceci, quand des milliers d'étudiants luttent. Etre syndiqué à l'UNEF c'est un plus pour se défendre, pour changer ses études. Faisons grandir ces plus pour qu'ils deviennent indispensables à chacun.

L'efficacité des luttes aujourd'hui dépend pour beaucoup de la place que prendra chaque syndiqué à l'UNEF dans le mouvement étudiant, mais aussi dans son association UNEF. Pour gagner sur tout, il faut des syndiqués partout qui agissent chacun sur une question qui les préoccupe et non plus des militants professionnels qui tiennent tout sur tout.

.../...

Nous avons beaucoup avancé depuis le 71ème congrès sur l'intégration des syndiqués. La poursuite de celle-ci nous permettra d'aller encore plus loin, encore plus vite.

L'expérience de la lutte, pour beaucoup, c'est un climat apparent d'antisyndicalisme ambiant. Chacun constate que ce climat est en fait bien cultivé par quelques-uns pour empêcher que les étudiants prennent leurs affaires en mains. Et pourtant, des adhésions sont réalisées tous les jours. Pourquoi ?

Il ne sert à rien de rabâcher systématiquement "syndique-toi", il faut permettre que chacun fasse l'expérience que se syndiquer c'est l'efficacité. Or, rien ne vaut l'expérience.

Ne prenons pas les étudiants de front sur cette question, mais réfléchissons plutôt à quelle démonstration faut-il faire pour apporter la preuve quotidiennement que se syndiquer à l'UNEF c'est la seule perspective durable aujourd'hui.

De partout nous pouvons faire cette démonstration, dans nos amphithéâtres, dans les AG, dans les comités de grève, y compris à la coordination nationale des comités de grève. De partout, des étudiants peuvent se syndiquer et avoir toute leur place dans l'UNEF, y compris dans les endroits les moins soupçonnés.

Tous les jours la poursuite de la grève va être discutée. Prenons toute notre place dans ses décisions en faisant toujours apparaître le syndicat. Nous pensons que se syndiquer c'est la seule solution pour construire le mouvement étudiant de manière durable, l'UNEF doit donc continuer à apparaître en tant que telle de partout où des étudiants discutent et décident.

Si la manifestation nationale du 4 décembre est maintenue par les comités de grève, suite à la décision de Chirac, prenons-y toute notre place, comme nous l'avons fait lors de la journée du 27. Assurons sa réussite. Si elle est annulée et la reprise des cours décidée, poursuivons les luttes facultés par facultés pour continuer à gagner sur chacune de nos revendications.

La faculté aujourd'hui, elle ne nous convient pas. Cela fait des mois que nous développons des luttes pour la changer. Nous pouvons passer un cap qualitatif dans la diversité des luttes, il est de notre responsabilité qu'il soit franchi.

Aujourd'hui les potentialités sont très importantes, les étudiants de Marseille à Lille, de Brest à Nancy, dans toute leur diversité, débattent, agissent et luttent. C'est l'Union Nationale des Etudiants de France qui les fera gagner pour leur avenir.

COMMISSIONS

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION AIDE SOCIALE

La politique de casse que l'on connaît depuis quelques années dans le domaine de l'aide sociale ne fait qu'aggraver nos conditions de vie et d'études.

Pourquoi développer ce système d'aide puisqu'aujourd'hui la logique gouvernementale est de former une élite répondant aux besoins du patronat et de laisser la majorité des étudiants dans des familles poubelles ? (!!!)

La mobilisation qui existe dans chaque faculté pour gagner le retrait du projet Devaquet doit nous permettre d'intégrer les questions d'aide sociale dans la lutte. Là où les copains ont fait des propositions, le débat s'est élevé et dans certaines facultés nous avons déjà gagné et syndiqué sur ces bases.

QUELQUES PROPOSITIONS ET PERSPECTIVES

- * Les cartes pétitions sur le réinvestissement de l'Etat dans la sécurité sociale étudiante : on a les moyens d'obtenir une victoire du mouvement étudiant.
- * Nous devons exiger dans tous les CROUS des élections le plus rapidement possible. Le mandat de tous les élus est terminé.
- * Envahissement des CROUS avec des propositions à l'appui. Nous devons utiliser les cahiers de revendications.
- * Les étudiants étrangers
 - . gagner qu'ils soient éligibles aux élections au CROUS
 - . qu'ils puissent bénéficier de la sécurité sociale étudiante comme les autres étudiants.
- * Gagner avec les salariés
 - . des polys
 - . des cours du soir

Nous devons soutenir et aider au développement des associations FRUF dans chacune de nos facultés. Les résidents d'Antony ont entamé une grève des loyers depuis le début du mois. Nous devons exiger la tenue des élections aux conseils de résidence avec la FRUF.

Le matériel que nous avons édité sur la sécurité sociale étudiante et les bourses, doit être utilisé dans le mouvement pour gagner.

Voilà les propositions qui sont sorties de la commission lors des assises. Ce tableau est loin d'être exhaustif. Toutes les actions et propositions sont les bienvenues et ne peuvent que permettre un approfondissement du travail de cette commission.

Laurence COLLIN
Présidente de l'AGEPN Villetaneuse

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION "FORMATION"

La formation est avant tout le but de l'université mais est aussi un enjeu pour le pays et notre avenir. Prenons quelques chiffres :

* en 1982, pour 100 diplômés :

- 10 ont 1 diplôme du 2^e ou 3^e cycle
- 28 ont 1 diplôme 1^{er} cycle ou bac
- 62 ont 1 diplôme inférieur au bac (BEP, CAP)

Ces pourcentages de diplômés correspondent à la structure de l'embauche en 1972 : la France a donc un retard de près de 15 ans.

* en 1984 : dans les secteurs dits "modernes" la structure de l'embauche est pour 100 embauches

- 20 diplômés du second ou 3^e cycle
- 40 diplômés du 1^{er} cycle ou du bac
- 40 diplômés à un niveau inférieur au bac.

Ainsi on constate l'inadéquation entre les diplômés et l'emploi dans les secteurs d'avenir. Il est donc nécessaire pour le pays de former plus de jeunes à un meilleur niveau.

Par ailleurs :

- * sur 100 jeunes avec un diplôme inférieur au bac, 60 sont chômeurs;
- * sur 100 jeunes bacheliers, 30 sont chômeurs;
- * sur 100 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, 14 sont chômeurs.

Il apparaît donc qu'un jeune diplômé à un niveau élevé a plus de chances de trouver un emploi. En effet, 80 % des diplômés trouvent du travail au bout d'un an.

Nous priver de formation, c'est nous priver de notre avenir. Alors, il se pose la question de la sélection :

- . aujourd'hui les examens sont une forme de sélection (ils visent à réduire le nombre des étudiants), alors qu'ils devraient être la sanction des connaissances.
- . la sélection est trop souvent justifiée par le manque de moyens : dans les magistères et les D.E.U.S.T. la sélection n'est pas faite par rapport avec la qualité de la formation mais par rapport aux moyens. Si bien que la sélection est préalable à la formation du fait des moyens.
- . la sélection se fait aussi par le contenu de nos formations. Ce contenu, souvent ne correspond pas à nos aspirations et est une incitation à l'abandon, cause l'échec.

Il est une réalité : trop souvent les étudiants manquent d'information quant au contenu si bien que l'orientation est aléatoire. On constate aussi que la pluridisciplinarité est en nette régression (les formations universitaires sont moins pluridisciplinaires que les formations en grandes écoles). Or, la pluridisciplinarité permet à la fois une réorientation sans trop de dégâts et une réinsertion plus facile dans le monde du travail.

On veut nous faire croire que la sélection est garante de qualité, or, la sélection est le contraire de la formation du plus grand nombre, c'est la gestion de la crise, du manque de moyens.

Enfin, la formation en lien avec la région correspond à l'aspiration de nombreux étudiants : "travailler et vivre au pays" L'université de Pau a été créée pour répondre aux besoins du complexe de Lacq : aujourd'hui elle est menacée de disparaître.

Quand on a décidé de fermer des mines dans le Nord-Est, on a supprimé des D.E.A. de géologie, alors que la recherche pouvait permettre de rentabiliser ces mines en les exploitant autrement. Aujourd'hui, les formations subissent les fluctuations industrielles alors qu'elles devraient permettre de moderniser l'industrie, de développer le pays.

La formation est un secteur qui a été quelque peu délaissé à l'UNEF. La commission "formation" des assises nationales avait pour but de donner aux AGE des éléments de réflexion pour permettre de réinvestir ce terrain avec des conventions par secteurs de formations.

Dans chacun de nos UER nous avons des exemples, des revendications précises pour utiliser ce début de réflexion afin que les AGE fassent des propositions et mènent des luttes sur le terrain de nos formations pour améliorer nos études.

Fabienne SOULAS
Présidente de l'AGET Toulouse



ASSISES NATIONALES

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION "ELUS-DEMOCRATIE"

Alors que le mouvement étudiant de 1968 avait gagné des représentants dans les conseils d'université, aujourd'hui la démocratie à l'université est fortement attaquée. En effet, dans de nombreuses universités, il n'y a pas d'élection depuis plusieurs années, que ce soit dans les conseils universitaires, dans les conseils d'administration ou dans les conseils d'UFR. Partant de ce constat d'échec et de la faible participation des étudiants aux élections, le projet Devaquet (dont le rôle n'est en fait que de légaliser la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'université aujourd'hui) veut réduire la représentation étudiante dans les différents conseils.

Pourtant, la démocratie permettrait d'avancer vers l'université de l'avenir, car elle permet un débat entre toutes les catégories qui la fréquentent. Elle est de diversifier l'enseignement selon les besoins des différentes catégories sociales (formation continue, développement régional, ouverture aux non bacheliers etc ...)

Pour l'assurer, il faudrait une reconnaissance de l'expression de tous et de l'activité syndicale en particulier du rôle des élus. Pour cela, il faut lui donner les moyens : locaux, téléphone, subventions, indemnités, permission pour l'élu de ne pas assister au TD pendant qu'a lieu un conseil etc ...

L'élu étudiant doit en effet apparaître comme un pilier majeur. Il est le lien principal entre les étudiants et le conseil. Pour cela, il faut impulser cette dimension chez les étudiants, débattre et élaborer les propositions; de plus, l'élu doit avoir accès à tous les documents (administratifs, recherche, discipline) de la faculté et des UFR.

Ainsi, comme nous venons de la voir, alors que l'université a un besoin très important de démocratie, depuis plusieurs années, celle-ci est bafouée. Face à cela l'UNEF doit exiger que les élections aient lieu nationalement et périodiquement (tous les * ans), et doit profiter du mouvement actuel pour faire remonter la participation étudiante à ces élections.

Pierre Marie
trésorier de l'AGET Tolbiac

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION FINANCEMENT DES UNIVERSITES

La politique financière des universités est directement liée à la politique de formation des gouvernements en fonction de leurs objectifs économiques et sociaux.

L'évolution du financement des universités depuis la dernière guerre en est caractéristique. Une politique liée à la reconstruction du pays après la guerre et à l'explosion de la société de consommation.

Aujourd'hui, cette politique a changé de cap : la recherche du profit immédiat sans développement de la production industrielle rabaisse les objectifs de formation des cadres, des techniciens, des chercheurs. La politique élitiste que nous connaissons aujourd'hui en est la conséquence directe : c'est la limitation des capacités d'accueil, le manque d'enseignants, la dégradation de nos conditions de vie et d'études; une aide sociale ne répondant plus à nos besoins.

La bataille idéologique menée par le pouvoir tend à affirmer que la formation des jeunes est un coût social plutôt qu'un investissement pour notre pays.

Notre bataille contre le projet Devaquet est profondément liée à celle que nous menons pour le réinvestissement de l'Etat dans nos formations.

Proposons aux comités de grève d'amener le débat sur le financement des universités, de créer des commissions sur ce thème en lien avec l'analyse du projet Devaquet. Des propositions, nous en avons en matière de financement des universités.

1°) La collecte nationale de la taxe professionnelle. Aujourd'hui inégalement répartie, elle pourrait constituer un apport de fonds important pour l'achat de matériel (laboratoires etc ...) dans toutes les filières.

2°) Les collectivités territoriales doivent prendre part au financement des universités qui constituent pour elles un apport économique important. Leur participation est primordiale, notamment pour la construction de nouveaux locaux.

3°) Exigeons du gouvernement la constitution d'un collectif budgétaire (pour les créations de postes, les heures complémentaires, l'amélioration de l'aide sociale, le réinvestissement de l'Etat dans notre sécurité sociale ...)

Aujourd'hui nous pouvons constater chez les étudiants une prise de conscience du lien qui existe entre la dégradation de nos conditions d'études, le désengagement de l'Etat dans nos formations et le projet Devaquet. En rejetant ce projet de loi, ils rejettent la logique universitaire que nous vivons. Ils aspirent aujourd'hui à une université nouvelle, les motions de la coordination nationale en sont la preuve.

Ils ont conscience que c'est l'Etat qui doit assurer le financement de leurs études. Toutes les conditions sont réunies pour lancer la bataille revendicative. Des propositions d'action peuvent être faites dans les assemblées générales.

Recensons tous nos besoins par UFR, exigeons des conseils d'administration et des conseils de nos universités qu'ils dégagent les fonds nécessaires à leur satisfaction, qu'elles demandent au ministère les moyens nécessaires, faisons leurs prendre position pour la non augmentation des droits d'inscription.

Ceci montre que l'UNEF a toute sa place dans le mouvement étudiant, qu'elle constitue un apport important dans le débat et dans les décisions d'action des assemblées générales.

Olivier BONNET
Président de l'AGEO UNEF,
Orléans

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION LOI DEVAQUET

L'UNEF se positionne à fond dans la bataille et à tous les niveaux (coordination nationale comités de grève UFR) pour gagner le retrait total du projet Devaquet. Pour cela, il faut passer à la vitesse supérieure dans la mobilisation et l'action des étudiants.

Pour l'instant, Devaquet a marqué un premier recul face au mouvement étudiant qui se développe, s'intensifie. Mais le report du projet de loi peut être aussi un piège pour faire retomber la mobilisation. Faisons céder Devaquet : qu'il retire au plus vite son projet.

Le mouvement actuel des étudiants est trop fort, trop riche et trop prometteur pour qu'on puisse accepter l'idée qu'il retombe sans avoir rien gagné. C'est pourquoi l'UNEF appelle à une participation massive des étudiants à la manifestation nationale du 4 décembre.

Dans le même temps, les syndiqués doivent développer des luttes partout, dans chaque UFR pour faire échec aux prémices, aux pré-applications de cette loi dans nos facultés (actions contre les mesures sélectives, pour les boursiers, la sécurité sociale étudiante, le réinvestissement de l'Etat dans nos formations. C'est à la logique du projet Devaquet qu'il faut s'attaquer. Empêchons tout autre projet motivé par la même logique, de voir le jour en cas de retrait du projet Devaquet.

La commission propose le tirage d'un autocollant national intitulé :

NI AMENDEMENT
NI REPORT
RETRAIT DU PROJET DEVAQUET

qu'on diffusera auprès de tous les étudiants en organisant une collecte, ce qui permettra avec le reste des propositions, de dissiper toute équivoque sur la position de l'UNEF dans le mouvement.

C'est dans chaque faculté, au cours de chaque assemblée générale que sera décidée la poursuite de la grève jusqu'à jeudi. Dans tous les cas, celle-ci ne constitue qu'un moyen d'action et de pression est non une fin en soi. Ce dont le mouvement a besoin, c'est de créer une mobilisation puissante jusqu'à jeudi (occupation rectorat, faculté, blocage péages d'autoroutes ...) et après le 4 décembre, quel que soit l'issue du mouvement, par l'action de chaque syndiqué, dans chaque faculté pour remporter de nombreux acquis. Cela ne peut se faire que par l'intégration et la responsabilité de chaque adhérent dans l'action et par le renforcement quantitatif du syndicat.

ASSISES NATIONALES
DES LUTTES

29-30 novembre 1986

194 délégués.

Discussion

Rapport J. Leclerc . Bilan des dernières luttes ①
• la place de l'UNEF ds ce
mut historique.

Toulouse → Pour que le mut du Travail ne s'effondre pas, nécessité de se
syndiquer.

Tentative de récupération du mut par l'Utd (par la neu
syndicalisation du mut - par le prestige.)

Bordeaux → Jusqu'à présent (lorsque ça se lutte pas tp), il est obligé
qu'on se définisse com' UNEF.
Ds les luttes en cours, il n'y a plus à se définir mais à
démontrer l'efficacité de l'UNEF ds l'action (Interv. et
manière de poser la syndicalisation complètement \neq .)
T.B. Ne pas attaquer de front les étudiants mais faire vivre
le mut.

O. Meier → Le travail de l'UNEF a préparé le terrain aux derniers
événements où si c'est parti + vite et + fort que prévu.

Rendre efficace le mut aujourd'hui → utiliser la mobilisation
contre la Loi Devaquet pour gagner # de suite, malgré l'Utd
qui tente de canaliser le mut sur le seul pt Auti. Devaquet
(auti. droite).

Faire croquer par # les dispositifs selectifs en diversifiant
les terrains d'intervention.

Laurence P. → Démarrage de la grève (Coop de pub Utd / Profs.)
A Paris # pas, sep de travail de fond de l'UNEF
(invasion du Conseil d'U la semaine précédente à la
grève.)
L'UNEF n'a pas cédé sur sa place de syndicat.

ASSISES NATIONALES
DES LUTTES

29-30 novembre 1988

Naney

→ Mut initié par l'UNEF il y a 8 semaines⁽²⁾
Avenue difficile pour intervenir car syndiqué
(3/5 des Comités de Lutte).
Suspension du mut de greve. En utps,
continuation de la lutte.

Fais campagne de badges + mise en garde du mut devant les
triumphalismes rectoraux → le mut continue mais sous d'autres formes.
(Lettres Réditions au Recteur - Mut lycéens sporadiques etc...)

la suspension de la
gréve - du mut
revendicatif en
même doit s'accom-
pagner de luttes
spécifiques sur les
cond. préex. de
nos études.
Enochel.

Febvre

→ sélection, ce n'est pas parce qu'il y a
tp d'étudiants mais pas assez d'empls.
On ne combat pas Devagret mais
la logique de cette S.V.

Fabienne S.

→ t'U. id joue si pitte au double
avec la manif du 4/12.
Soit le projet est retiré ou amendé
et c'est: «victoire».

Après cette semaine,
les étudiants sont
massivement contre la
loi Devagret - et tout
ce qu'elle représente
en tt que perspectives
et réalités.

La question qui nous
est posée aujourd'hui
c'est le moyen le
+ efficace de la
combattre durablement

→ Développer des
luttes dans la
période.

→ syndiquer

→ mais pour syndiquer
avant tt, il faut
luttes.

C'est à partir
de là que l'UNEF
pourra poser la
question de sa
place.

→ Après le 27.11
que fait-on ?

→ si la loi ne
passe pas, les
difficultés disparaîtront-
elle ? Non.

Et au delà du Comité
de greve, c'est
le rôle d'une organ

Soit le projet demeure et quelles
perspectives il veut donner
à la déslocation du mut.

Pau → Débrayage en séries
à l'initiative de l'UNEF.

L'U. id a tenté de mener le
débat sur la désyndicalisation.
On n'a pas eu de sur ce pt.

Armogues → le report de la loi
a pour but d'essouffler
le mut. Si le mut

→ qui vit, se perpétue
et mémorise les
après qui se
posent aux étud.

coule, cela
risque d'être la
désillusion et
la mort du
syndicat (!)

29.30 novembre 1986

Aller voir les salariés, les gens qui paient l'Éus. sup.

J. e. Oliva → Analyse sur Paris XIII.
Se placer du pt de vue de l'efficacité du mut. (cf mes notes.)

Rouen → La Loi Devaquet est parti des lycées et de l'agitation des ligards de l'U. id dans ces A.G.
Comité de grève unique Étudiants - Lycéens.
Demande d'une position commune à l'Union Nationale sur la poursuite du mut et ses modalités.

Rennes → Grève à partir de lundi.
8000 manifestants jeudi.
Évolution de notre position : au début on s'exclamaient un peu du mut (com à P. XIII).
Projet de propositions allant ds le sens de contre-propositions à Devaquet. Difficulté devant l'U. id (70% du Comité de grève.)
Des lors, travail dans les A.G. pour faire avancer nos propositions.

Thierry (Aix) → Pour l'U. id : il n'y a pas à revenir sur bep de choix actuels mais à mobiliser pour mieux adapter la situation et faire avaler au mieux le pilule aux étudiants.
Tentative de discréditer l'action syndicale.
Conseil Proj Individuel des étud. et nécessité de s'organiser.

Nantes → Continuél rapport de force avec l'U. id.
Mobilisation effective jusqu'à jeudi.

Toto (CHU Bobigny) → Sur les I.U.T. / Le CHU Bobigny.
Gagner une autre politique de formation.
Manifestation le 4 déc.

29-30 novembre 1986

D. Beliki -> Depuis la rentrée, activités concrètes mais frileuses.

La grève a surpris le monde. Nécessité de ne pas se placer seulement contre la loi.

Important de faire la clarification sur le débat qu'essaie de mener Janory : il s'agit de montrer la logique de cette politique à partir des exemples vécus.

Fabien Fabri -> Le mut contre la loi Devaquet est profondément juste le mut n'est pas forcément anti-syndical, en tant que tel ce mut s'est développé sans les syndicats et qu'il ne veut pas se faire récupérer.

Il y a une large place pour l'UNEF ds ce débat: montrer que l'UNEF est efficace.

Reussir pour cela la manif du 4.12.86.

Lyon -> Exposé de la situation.

VEREIS de Lyon en greve sur de bonnes bases.

C. Jouanneau (B.S) -> les amf et les T.D. qu'on a débrayé le + facilement sont ceux sur les quels on avait déjà lutté.

Poursuivre notre travail d'orga rigoureux pour ne pas laisser tomber le mut.

développer les luttes.
C'est la lutte qui permet de peser et la place de l'UNEF.
L'UNEF c'est fait pour se battre.

Laurent Wild (Nancy)

-> Très peu de choses sur la continuité du mut.
Ambiguïté sur le jugement du mut.

Conclusions (M.S.)

Donner l'efficacité maximum à ce mut.

Retrait du projet de loi
Continuer ds les Comités de Grèves.
Sur nos revendications, multiplier, les affiner (Commission)
pour dépasser des perspectives -> Actions immédiates.

Rapport

Commission Formation

①

ASSISES NATIONALES DES LUTTES

29.30/novembre/86

Introduction / Rôle de la formation.

Beaucoup de choses se sont passées dernièrement. Les grandes manif de cette semaine (contre le Projet de loi Devopuet notamment, mais aussi toutes les revendications concernant les droits d'inscription ou bien le manque de moyens dans nos formations) montrent qu'aujourd'hui les étudiants sont tous exigeants pour leurs études, inquiets pour leur avenir. Ils veulent une formation qualifiante pour pouvoir travailler ensuite.

La question de la formation U. reste donc bien l'enjeu décisif de toutes les luttes qui se mènent.

Pour les étudiants, on l'a vu, la formation, le diplôme est le moyen par lequel il construit son avenir.

Pour le pays (la société), le type de formation U. (d'Enseignement Sup.) dont ~~elle~~ il se dote va lui permettre, dans le cadre économique qu'il s'est défini, de se développer.

A l'Université donc, tout se cristallise autour de la question des formations.

I / La formation.

Aujourd'hui le + souvent ce qui se pose, c'est l'accès à la formation.

II / Sélection.

→ Les raisons de l'existence de la sélection.
(F.U. / Politique adaptée aux lois du marché.)

→ Echec / Abandon / Sélection

la prestation des examens

la prestation des contenus pédagogiques (Cours de soutien -

La formation Pourquoi plus!

10% → I/II (3^e Cycle / 2^e Cycle)

28% → III/IV (1^{er} Cycle / Bac)

62% → V/VI (CAP / BEP etc...)

Situation en 82

Correspond aux flux d'embauche d'il y a 10 à 15 ans.

Depuis pas de progrès.

Des secteurs «modernes»

I/II → 20%

III/IV → 40%

V/VI → 40%

Donc le syst. actuel de formation
pas capable de répondre aux
besoins du pays.

Ce retard → 0,41% en 73 du PIB

0,44% en 84 —

(1,1% / 1,6% en Danemark - Pays Bas.)

Accentué par le CNRF qui préfère des cadres sur le tas
à sa botte.

Aujourd'hui c'est le potentiel de l'au 2000 qu'en brade.

Paradoxalement, toutes les luttes ou presque engagées depuis le mois de Mai, et plus particulièrement celles du Mois de Novembre n'abordent pas ~~en fait~~ le problème de la formation U. à proprement parler. (2)

Le projet de la Devoguet (Sélections / Autonomie Conventuelle / Remise en cause des diplômes nationaux / Privatisation), les Droits d'Ins. cription, les conditions d'études (moyens / locaux / encadrements / aide sociale) : autant de thèmes revendicatifs portés dans la période ~~mais qui ne traitent pas des formations U. en soi.~~

~~Non que ces pts n'y fassent pas.~~

Lors du C.N. sur l'aide sociale, nous avions fait la juste analyse que l'aide sociale n'était pas un domaine isolé ds le syst. U. Bien au contraire, son dynamisme ou ses carences influent directement sur notre formation (phénomène de salarisation / sélection accrue, etc...)

^{Mais}
Il est vrai aussi qu'aujourd'hui (Il n'est que de lire le Projet de la Devoguet) l'axe premier - chronologiquement parlant - réside plus dans l'accès à la formation que dans la formation même.

Tout ce préambule pour rappeler une idée-force à l'UNEF : nous nous battons pour nos études, nos formations. C'est donc bien là que nous devons commencer d'agir.

Commission Formation

Ass. Nat. des Lutes

30 novembre 1986

(31 délégués.)

N.R. / Fabienne S. / P. Ramo.
Fred. G. / Gilles P.

Rapport (N.R.)

Sujet de la formation (l'aux pays et à notre avenir.) - après chiffres.

Former mieux et plus pour répondre au progrès.

→ Question de la sélection.

(Exams - Moyens - Contenu pédagogique, p.e.)

→ Formation en lien avec la Région.

→ Conventions par Secteur de formation.

Ramo

Etude du CEREP (Rando)

100 jeunes ss diplôme → 60% au chômage

- au bac → 30% -

- en Es. sup. → 14% -

Après 1 an, 80% des Diplômés ont trouvé du travail

Emploi pas syst en relation avec la qualificat°.

Qd on nous prive notre formation, on nous prive de notre emploi et de notre avenir.

Sélection par rapport à qualité de formation: depuis qu'a été instauré la sélection par les maths → manque cruel aujourd'hui de mathématiciens.

Fred

Sélection va à l'inverse de formation.

Aujourd'hui: le préalable à la formation, c'est la sélection.

Nécessité de mener des actions.

Corinne (S.E.)

Formation. Enseignement.

Les auteurs des form. inadéquates font fuir les étudiants (Echec - Démotivation)

C. Formation
A.N.L. 30.11.86

Laurence (Marseille)

Les Magistères → la sélection (2)
sert à la formation.
Les DEUST → idem

La sélection peut donc permettre une bonne formation.

Propositions concrètes à faire.

Avec les Magistères, les DEUST → on ne sélectionne pas / à la qualité mais / aux moyens.

Jacques R. (P.S.) la sélection en IUT à Paris I ne se fait pas / à l'emploi et aux débouchés mais / aux places en T.P. et aux moyens donnés.

Questions de Sélection - formation.
Voir comment par la bataille idéal.
ou inverse les causes → c'est le manque de moyens ou son adéquation à la loi du marché qui va conditionner la sélection.

Sur les Se. Humaines → financement des entreprises pour rechercher de la pub (expédition Khéops.)

≠ c'est Sélection et orientation.

- * Pas d'accord pour avoir des plethores d'étud. ds certaines filières → sélection ppas juste (?)
- * Importance de la pluri disciplinarité ds les format. U.

~~Philippe (P.S.)~~
Fred (Bx)

Semestre d'orientation : bien souvent un moyen de sélectionner sans former.

La Formation, c'est presque autre chose. C'est le but de l'Université.
La sélection, c'est pour que cela se passe le mieux ds un cadre défini. (auj. récession-érise)

Pour les A.G. ds la période, gagner de dis. carrières / emp.
→ Netter des revendications sur la form. en pointe.
→ Actions concrètes

Patricia (Lau) Université - Région :
Ils des diplômes régionaux
Du à la sponsorship, Lau est menacé (Grèce grâce au Complexe de Lacq.)

C. Formation

A.N.L. 30/11/88

Gilles S. (Archi)

Recrutement au C.A. des personnalités ext. en fonction du fric qu'elles pourraient apporter.

Sur le financement privé : idée que cela donnera des moyens aux facs.

Sélection ≠ Contrôle des connaissances.
Sélection : il n'y a pas de critères pédagogiques.
→ vise à percer la crise.

Seyni (Aix) → mauvaises cond. d'études (favorise la sélection.)

Cours d'anglais non assurés depuis le début de l'année.

Manque de stopper cette dégradation : Informations

La privatisation:
17 tps → Injection d'argent.
29 tps → S'ils peuvent ils se retireront.
39 tps → les facilités.

Marie-Ange (S.T.E.)

Conf. de pré-professionnalisation : mettre les étud. au courant de la vie active. (1^{re} année: Projet - 2^o année: Pratiques) → Mais aucun moyen pour assurer la formation n'a été donné.

Echec de l'expérience (25% d'abandon dès Décembre)

Sur les freins à niveaux → Manque de profs.

Poids de l'Ens. tertiaire de la qualité de la formation.
Bes d'éclee du à l'orientation.

Laurence (Nars.)

Semestre d'orientation dangereux.

Devrait légitime une situation déjà réelle à Marseille.

Faire peur et de suite des prop. pour ne pas encaffer le cut.

Isabelle (Nice)

Situation en L.C.E.S assez difficile.

Sur tt le 1^o Cycle supérieur.

→ Valorisation des diplômes (Il y a restriction des % de recr pour la renommée de la fac.)

DEMANDE D'INTERVENTION

NOM :

Prénom :

A.G.E. :

U.E.R. :

THEME DE L'INTERVENTION :

(à déposer à la tribune, au Président de séance)

ASSISES NATIONALES DES LUTTES

GRETEIL

29 - 30 NOVEMBRE 1986



MANDAT DE DELEGUE(E)

AGE ASSOCIATION

198 délégués
(217 en fait)

Assises Nationales des Luttés
29/30 novembre 1986

BUREAU NATIONAL DE L'UNEF

Président :	• LECLERC Patrice
Secrétaire général	• VILLARD Pierre
Trésorier-administrateur	• AKNINE Xavier
Secrétaire National	GAYSSOT Serge
" "	• MARKIDES Vincent
" "	• SUNER Marianne
" "	• ROSSETTI Marc

* * * * *

AMENT	Obey	•
BAILLOT	Yvan	
BARBANCEY	Pierre	
BONNET	Olivier	•
BOUILLAUD	Dominique	•
BOUOALI	Khaled	
CADORE	Eric	•
CASABONNE	Pascal	
CECCI	Laury	•
CHAPEIRA	Antonio	
CHEDOTAL	J.Christop.	
COLLIN	Laurence	•
GALLICIER	Béatrice	
GIOVANANGELLI	Pierre	•
GEISMANN	Frédéric	•
GUICHARNAUD	Vincent	•
LARUE	Sylvie	•
LEGER	Laurence	•
LEROU	Marc	•
LUCY	Antoine	
MARIN	Emmanuel	•
PETIT	Gilles	
RAMOGNINO	Pierre	•
SOULAS	Fabienne	•

UEC					
PARIS -I PANTHEON	}	11			
PARIS I SORBONNE			}	13	
PARIS I TOLBIAC					
PARIS II ASSAS					
PARIS III CENSIER		2			
PARIS IV		1			
PARIS V					
PARIS VI	}	3			
PARIS VII JUSSIEU					
PARIS VIII ST DENIS					
PARIS IX DAUPHINE		2			
PARIS X NANTERRE		12			
PARIS XI ORSAY					
PARIS XI SCEAUX					
PARIS XII		5			
PARIS XIII VILLETAN.		13			
SCIENCES PO		2			
INALCO INALCO		2			
MEDECINE					
PREPAS					
ARCHI		2			

6 Secrétariat

LYON 46128	1				
TOULOUSE 44725	5				
BORDEAUX 37539	15				
LILLE 37198	2				
MONTPELLIER 32825	2				
GRENOBLE 27291	2				
STRASBOURG 26495					
RENNES 25569	6				
MARSEILLE 23949	10				
AIX 23057	21				
NANCY 21689	17				
NICE 16665	3				
NANTES 15499	3				
CLERMONT F. 14870					
DIJON 13573	1				
ROUEN 13507	3				
POITIERS 13490					
TOURS 12795					
REIMS 12388					
CAEN 11669					

BESANCON 10986					
AMIENS 9910					
BREST 8660					
LIMOGES 7753	6				
ANGERS 7073					
SAINT ET. 6775	11				
ORLEANS 6500	10				
PAU 6024	3				
METZ 5415					
LE MANS 3703					
VALENCIENNES 2992					
PERPIGNAN 2960	1				
TOULON 2514					
CHAMBERY 2512					
MULHOUSE 2147					
AVIGNON 1445					
CORSE 374					
FRUF	1				
UGE	1				

ASSISES NATIONALES DES LUTTES

CRETEIL

29-30 NOVEMBRE 1986

DEROULEMENT DES ASSISES

SAMEDI

- 10h Accueil des delegations
Petit déjeuner
- 12h30 Dejeuner
- 14h Séance plénière : Rapport présenté
par **PATRICE LECLERC**
President de l'unef
- Discussion
- 18h30 Diner
- 19h30 commissions : -organisation
-trésorerie
- 19h30 Soirée dansante contre l'apartheid

DIMANCHE

- 8h petit déjeuner
- 9h: travail en commissions :
- élu(e)s et démocratie
- formation
- aide sociale
- financement de l'université
- loi Devaquet
- 12h30 : déjeuner /forums : -EPS
- IUT
- Medecine/santé
- 14h : séance plénière :
rapport des commissions
- 17h : Conclusions

Lundi agir dans chaque fac

JE FAIS VIVRE MON ASSOCIATION

- . Pour recevoir toute l'année les courriers de mon 'forum',
 - . Pour faire vivre l'activité de mon association,
- Je remplis mon ordre de virement

A.G.E.

- ORDRE DE VIREMENT -

Banque du donneur d'ordre :

NOM (Nom et Adresse de la Banque)

Adresse

Donneur d'ordre :

NOM (Nom et Adresse de celui qui remplit la feuille)

Adresse

N° de compte

Caractéristiques du virement :

A effectuer tous les 30 jours.

Date du 1er versement :

Montant des versements :

20 F. _ 30 F. _ 50 F. _ 100 F. _

Par le débit de mon compte, veuillez effectuer les virements en faveur du bénéficiaire suivant :

RELEVÉ D'IDENTITÉ POSTAL-RIP

ETABLISSEMENT	GUICHET	N° COMPTE	CLE RIP
30C41	00C01	1379250R020	52

POUR VOUS DOCUMENTER

Pour profiter des divers services offerts par la Poste, complétez la demande de documentation au verso, après avoir coché la ou les cases de votre choix et adressez gratuitement cette demande à votre centre de chèques.

PARIS 13 792 50 R

PARIS 13 792 50 R

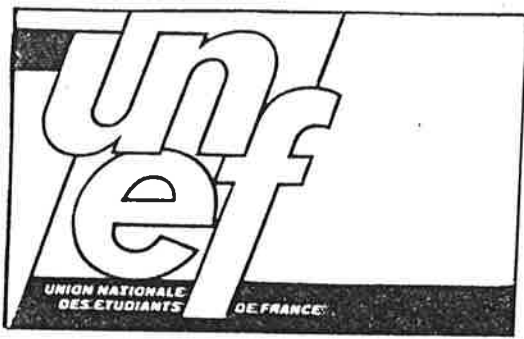
ASS NALE ELUS DE L UNEF
71 RUE D ABOUKIR
75002 PARIS

CADRE RÉSERVÉ A L'ORGANISME

ASS NALE ELUS DE L UNEF
71 RUE D ABOUKIR
75002 PARIS

A PARIS, le

Signature



UN MILLION

Un million d'étudiants et de lycéens disent NON au projet Devaquet et exigent son retrait sans amendement.

DANS TOUTES LES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, DE GRANDES MANIFESTATIONS SE SONT DEROLÉES HIER POUR EXIGER L'AMÉLIORATION DE NOS CONDITIONS DE VIE ET D'ÉTUDE, POUR "UNE UNIVERSITE QUI REPONDRE AUX ENJEUX DE L'AVENIR.

**CE MILLION, C'EST UNE FORCE POUR GAGNER.
EXIGEONS LE RETRAIT DU PROJET DE LOI DEVAQUET.**

A PRESENT COMMENT AVANCER? POUR AVANCER, IL FAUT ETRE EFFICACE ET POUR ETRE EFFICACE, IL FAUT S'ORGANISER

Il faut que chaque étudiant puisse se faire entendre.

Aujourd'hui à l'exclusion d'un seul syndicat, aucune des composantes qui participe au mouvement dans les Comités de Grève n'ont pu s'exprimer publiquement (radios, T.V) qu'il s'agisse des non syndiqués ou des autres syndicats.

Chaque proposition qui émane des étudiants doit être connue et discutée afin que la pluralité des opinions permette de mieux organiser ce qu'il faut faire et POURQUOI !!!

C'EST RENFORCER LE MOUVEMENT ET SON UNITE.

----- ✂ -----
Pour avancer, faut être efficace. Pour être efficace, faut s'organiser.

REJOINS L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE.

NOM: PRENOM:

ADRESSE:

UNIVERSITE: U.E.R:

COTISATION : 40 Frs

SOUTIEN : 100 Frs

NOM.....
 Prénom

Adresse

.....

Quel âge as-tu ?

Université

UERAnnée.....

En quelle année as-tu commencé tes études ?

Quel bac possèdes-tu ?

As-tu redoublé ?

Quels diplômes possèdes-tu ?.....

Quel métier veux-tu exercer ?

Penses-tu que ta formation y conduise ?
 OUI o NON o

TES CONDITIONS DE VIE

Tu es logé, Cité o Ville o Parents o

Quel est le montant de ton loyer ?.....

Ton logement te permet-il de bonnes conditions d'études ?
 OUI o NON o

LA RESTAURATION

Combien de fois par semaine manges-tu au Restau-U ?

Si non, où manges-tu ?
 Le midi

Le soir

TES MOYENS FINANCIERS

Es-tu boursier ? OUI o NON o
 si oui, quel échelon ?

As-tu un prêt d'honneur OUI o NON o

As-tu fait appel au FSU OUI o NON o

As-tu une aide de tes parents ?
 OUI o NON o

Es-tu salarié ? OUI o NON o

Tes moyens te suffisent-ils pour vivre et étudier ?
 OUI o NON o

TES LOISIRS

Pratiques-tu un sport ? OUI o NON o
 Individuel o Universitaire o
 Universitaire o En club o

Vas-tu souvent au cinéma ? OUI o NON o
 Y-a-t'il un ciné club sur ta fac ?
 OUI o NON o

Vas-tu au théâtre ? OUI o NON o

En dehors des bouquins et des polys de cours,
 Lis-tu souvent ? OUI o NON o

Combien de livres par an ?

Quel genre ?

TES ORIGINES

Nationalité :

Si tu es étranger, depuis combien de temps vis-tu en France ?

Profession de tes parents :
 - Père - Mère

As-tu des frères et sœurs :
 - A l'Université o - Au lycée o

Es-tu mutualisé ? MNEF o SMER o

L'U.N.E.F.

Date d'adhésion ?

Tes responsabilités :
 - Dans ton association (préciser).....
 - Dans ton AGE

- Au Bureau National

A l'UNEF qu'est-ce qui t'intéresse le plus ?

Es-tu membre d'une association ?
 Sportive o Culturelle o
 Religieuse o Politique o

COMMUNIQUE ELABORE PAR LA COMMISSION DE REFLEXION DE PARIS XII LE MERCREDI 26 NOVEMBRE
VOTE A LA MAJORITE PAR L'A.G. DE PARIS XII DU 27 NOVEMBRE 1986

Considérant que le projet de loi de Monsieur DEVAQUET confirme dans les textes et en l'aggravant, une situation de fait, nous, étudiants en grève de PARIS XII, exigeons le retrait pur et simple du projet.

Nous estimons que le mal de l'enseignement supérieur n'est pas inéluctable et nous nous sommes mis d'accord après discussion sur les propositions suivantes :

Avant toute chose, l'enseignement supérieur manque d'argent. Aussi, nous réclamons le réengagement financier total de l'Etat, que ce soit au niveau des crédits de fonctionnement que d'enseignement, ainsi que l'augmentation de la part du budget de l'Education Nationale allouée à l'enseignement supérieur, afin de :

- préserver et améliorer le service public d'éducation, seul garant d'une véritable égalité des chances,
- permettre le libre accès de tout bachelier à l'établissement post secondaire de son choix (université, IUT, BTS, ...) en augmentant les capacités d'accueil,
- augmenter les crédits dans tous les domaines de la recherche,
- permettre une formation de meilleure qualité qui doit rester pluridisciplinaire afin de revaloriser les diplômes nationaux et de faciliter l'insertion dans un marché du travail en mutation constante,
- préserver et améliorer le système de protection sociale étudiante,
- augmenter et mensualiser les bourses,
- revaloriser les oeuvres sociales universitaires (CROUS).

De plus, en ce qui concerne les relations enseignement supérieur - entreprises :

- nous refusons toute participation financière directe des entreprises, afin d'éviter toute pression et tout interventionnisme de leur part dans la politique pédagogique. Le risque de chantage est trop grand.
- en revanche, nous suggérons que la participation financière indirecte des entreprises (taxe professionnelle) soit réservée prioritairement aux établissements publics d'enseignement supérieur.
- de plus, la collaboration technique entre les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur doit être intensifiée afin de mieux adapter la formation aux besoins du marché, par exemple dans le cadre de stages librement choisis et rémunérés.

Enfin, nous réclamons :

- l'unification des tarifs des droits d'inscription,
- leur logement, vu leur augmentation de 400 % en 6 ans,
- une meilleure représentation des étudiants dans les conseils d'université, qui leur donne un réel pouvoir de décision (actuellement : 25 %, DEVAQUET propose 15 %)

C.N. 30/11/86

Élections au B.N. → P. Doguerre (Nancy)

→ F. Genevée (Doutine Sorbonne)

à la place de Serge Cayrol et Cecile Lamy

Élection au S.N. → Emmanuel Paris.
